

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 24/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOC FRANCAISE DONGES-METZ-Parc D

Route de Mesquene

44420 Piriac-sur-Mer

Références : N2-2024-532

Code AIOT : 0100022226

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2024 dans l'établissement SOC FRANCAISE DONGES-METZ-Parc D implanté Route de Mesquene 44420 Piriac-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC FRANCAISE DONGES-METZ-Parc D
- Route de Mesquene 44420 Piriac-sur-Mer
- Code AIOT : 0100022226
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SFDM exploite un dépôt pétrolier (parc D).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Réservoir double paroi – systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 11-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Réservoir double paroi – défense incendie	Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 11-4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Réservoir double paroi – défense incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 25-6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesure de niveau dans les bacs	Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 11-6	Sans objet
3	Mesure de niveau dans les bacs	Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 11-7	Sans objet
4	Mesure de niveau dans les bacs	Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 11-8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/12/2023 est partiellement respecté. Les dispositifs de protection contre la foudre n'ont pas été installés. L'exploitant s'engage à réaliser ces travaux pour la fin juin 2024.

Le bac D2 est équipé des détecteurs de niveau, des détecteurs de liquide inflammables et des détecteurs feu exigés par la réglementation. Quelques justificatifs sont demandés à l'exploitant pour s'assurer du respect de certaines prescriptions.

Il est recommandé à l'exploitant de modifier la configuration du dispositif de détection de liquide inflammable dans l'espace annulaire afin de le rendre plus robuste.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée :
La société Française Donges-Metz (SFDM) dont le siège social est situé 47 avenue Franklin Roosevelt 77210 Avon, exploitant des installations de stockage de liquides inflammables désignées Parc D

situées à Piriac-sur-Mer, route de Mesquene est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 21 juin 2019 dans un délai de 4 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté en procédant à la mise à jour de l'analyse du risque foudre, à l'étude technique ainsi qu'aux travaux rendus nécessaires à l'issue de ces 2 expertises techniques.

Constats :

L'exploitant a transmis avant la visite :

- l'analyse du risque foudre réalisée par la société BCM Foudre datée du 17/04/2024. Cette ARF conclut à la nécessité de mettre en place une protection sur les lignes extérieures des bacs de stockage, de protéger le groupe électrogène, le bâtiment d'exploitation, la pomperie et les MMR, et d'assurer l'équipotentialité des masses métalliques.

- l'étude technique réalisée par la société BCM Foudre datée du 23/04/2024. Elle définit les moyens de protection à mettre en place.

- le carnet de bord (vierge)- la notice de vérification réalisée par la société BCM Foudre datée du 23/04/2024.

L'analyse du risque foudre et l'étude technique ont été réalisées.

Les travaux rendus nécessaires à l'issue de ces deux expertises n'ont pas été réalisés.

L'exploitant a présenté le jour de la visite un bon de commande signé le 14/05/2024 pour la mise en place de parafoudres et de liaisons équipotentielle par la société INEO.

L'exploitant annonce que ces travaux seront réalisés au plus tard fin juin 2024.

Les installations ne sont pas protégées contre la foudre.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure n'est pas complètement respecté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier de la réalisation des travaux nécessaires à la protection des installations contre la foudre au plus tard le 30/06/2024. Passé ce délai, si ces travaux ne sont pas réalisés, il sera proposé au préfet de mettre en place une astreinte administrative journalière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mesure de niveau dans les bacs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 11-6

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie / fuite

Prescription contrôlée :

Pour chaque réservoir l'exploitant a défini une hauteur et un volume de produit que l'on appelle le barème.

Chaque réservoir de stockage de liquide inflammable atmosphérique, à axe vertical, est équipé de détecteurs de niveau sur deux chaînes indépendantes :

- une jauge de niveau permettant la mesure en continu du niveau de liquide dans le réservoir.

Cette jauge est munie des seuils suivants :

- un seuil de niveau "haut" (fixé à 99 % du NTH) ; le franchissement de ce seuil déclenche une alarme sonore et visuelle ;

- un seuil de niveau "fermeture des circuits" (fixé à 99,5 % du NTH) ; le franchissement de ce seuil

déclenche :

- une alarme sonore et visuelle transmise ;
- la mise en sécurité du circuit du réservoir concerné ;
- une sonde de contact :
- en cas de dépassement d'un seuil de niveau "très haut" (fixé à 100 % du barème) elle déclenche :
- une alarme sonore et visuelle ;
- la mise en sécurité des installations (fermeture automatique de toutes les vannes motorisées des installations « basse pression ») ;

Lors d'une opération de remplissage ou de vidange d'un réservoir de stockage, le niveau du liquide dans ce réservoir est relevé toutes les heures par un opérateur d'exploitation présent sur place.

Constats :

Cette prescription complète l'article 25-4 de l'AM du 3/10/2010 spécifique aux réservoirs double paroi.

L'exploitant a transmis avant la visite :

- le manuel opératoire du superviseur dépôt de Donges du 19/06/2015. Ce manuel est un document complet portant sur le fonctionnement de la supervision des installations.
- un tableau indiquant les tests à réaliser sur les détecteurs de niveau dans les bacs : système détecteur sonde de contact (test n°7), téléjauge (test n°8 et 9). Le test n°10 permet de tester la détection du niveau NFC (fermeture des circuits).
- un manuel MCG 2000MAX Transmitter (en anglais)

L'exploitant a présenté le certificat de jaugeage (barème) du bac D2. Ce certificat indique, pour chaque hauteur de produit, le volume correspondant.

L'exploitant a présenté le relevé de mouvement de produit du 13/05/2024 dans le bac D2. Ce relevé indique le niveau du liquide dans le réservoir relevé chaque heure. Il a été vérifié la cohérence entre ce relevé et le certificat de jaugeage.

L'exploitant a indiqué que chaque bac est équipé d'une jauge pour la mesure en continu et d'un détecteur (contre-poids et sonde de contact) pour la détection du NTH. La présence de ces équipements a été constatée sur le bac D2. La détection du NTH (et les actions associées) est valorisée comme MMR.

L'exploitant a transmis la fiche d'enregistrement des tests réalisés du 6 au 7 avril 2023 et le 5 octobre 2023. Pour les tests n°7 et 8, il est mentionné « OK ». Il est noté que le bac D1 était en maintenance décennale en avril donc les tests n'ont pas été réalisés sur ce bac.

Pendant la visite, il a été demandé à l'exploitant de réaliser le test n°7. Sur détection du NTH (en simulé), les vannes se sont fermées (vanne 712 et vanne deshuileur bac D2), et l'alarme sonore et visuelle s'est déclenchée. Le résultat du test est concluant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le manuel opératoire du superviseur est ancien. Il est recommandé d'en faire une mise jour.

L'exploitant transmettra la liste des MMR, les fiches descriptives de chaque MMR (état initial) avec leur plans et programmes d'inspection, conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010.

L'exploitant transmettra, pour chaque bac, la note de calcul déterminant le niveau NTH et la justification qu'un débordement de bac n'est pas possible entre la détection du NTH et la

fermeture effective de toutes les vannes motorisées, considérant le débit d'emplissage maximum.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesure de niveau dans les bacs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 11-7

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie / fuite

Prescription contrôlée :

En dehors des phases de transfert, un système dit « VARBAC » ou aux caractéristiques équivalentes, permet de détecter en permanence les variations de niveau dans les différents réservoirs de stockage : un automate programmable (API) installé dans la salle de contrôle peut déceler, à partir des informations fournies par la jauge, une variation négative ou positive du volume du produit contenu dans un réservoir. Le système déclenche une alarme visuelle et sonore.

Constats :

Cette prescription complète l'article 25-4 de l'AM du 3/10/2010.

L'exploitant a transmis la procédure PRO 413 rév J du 8/06/2021 relative à la surveillance des niveaux des réservoirs. Les valeurs de VARBAC définies pour les 3 bacs de stockage sont de 50 mm. Si le niveau mémorisé dans un bac à la fin d'un mouvement de produit varie d'une valeur supérieure à 50 mm en plus ou en moins, hors mouvement de produit, l'automate API doit déclencher une alarme qui s'affiche sur le superviseur.

L'exploitant a expliqué que le déclenchement de cette alarme est fréquent. Il a présenté l'enregistrement des déclenchements en 2023. 16 déclenchements se sont produits. Ils sont essentiellement dûs aux conditions météo (pluie, orage). Aucun n'est dû à une fuite. Le dernier déclenchement a eu lieu en janvier 2024.

Le test n°9 correspond au test du système dit « VARBAC ». Sur la fiche d'enregistrement des tests, il est indiqué « OK ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesure de niveau dans les bacs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 11-8

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie / fuite

Prescription contrôlée :

Les alarmes sonores et visuelles sont reportées selon leur niveau de criticité :

- au dispatching de la SFDM à Avon ;
- sur chacun des trois superviseurs situés dans les salles techniques respectives du parc D, situé sur le territoire de la commune de Piriac-sur-Mer, ainsi que des parcs A et B situés sur le territoire de la commune de Donges.

Constats :

Cette prescription complète l'article 25-4 de l'AM du 3/10/2010.

Lors de la visite, le dispatching de la SFDM à Avon a été contacté par téléphone afin de vérifier que l'alarme sonore et visuelle du système VARBAC était bien reportée au dispatching. L'opérateur contacté a confirmé ce report d'alarme.

N° 5 : Réservoir double paroi – systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 11-3

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie / fuite

Prescription contrôlée :

Les dispositions de ce point s'appliquent aux réservoirs du parc D à double paroi numérotés D1 à D3.

La distance entre la robe du réservoir et la seconde paroi qui est environ égale à 1,8 m, est limitée au strict nécessaire pour assurer le placement des organes de sectionnement et permettre l'exploitation et la maintenance courante.

La capacité de rétention est dimensionnée de manière à pouvoir contenir 100 % du volume du réservoir qu'elle contient et le volume nécessaire à l'extinction d'un incendie.

La seconde paroi formant rétention, qui est en béton, est RE 240, c'est-à-dire pare-flammes pendant 4 heures.

L'espace annulaire est équipé d'une détection adaptée à la nature du liquide inflammable stocké, d'une détection « feu » et de moyens fixes de déversement de mousse.

La détection de présence de liquide inflammable dans l'espace annulaire provoque l'arrêt immédiat du remplissage du réservoir, son isolement et le déclenchement automatique de déversement de mousse dans l'espace annulaire.

En l'absence de présence humaine sur le site ou si le délai d'intervention incendie est supérieur à vingt minutes, la détection feu provoque l'isolement du réservoir et le déclenchement automatique du déversement de mousse dans l'espace annulaire.

Constats :

Cette prescription complète/reprend les articles 25-1 à 25-3 de l'AM du 3/10/2010.

L'exploitant a transmis avant la visite :

- un tableau indiquant le contenu du test n°15 portant sur les sondes DOCIL et détecteurs LARCO dans la couronne de chaque bac, extrait de la procédure PRO 409 révision F.

- le document « Stratégie mise en place pour l'extinction en autonome des scénarios incendie sur les bacs du parc D de Donges (Révision 2018) »

- le rapport de maintenance de la défense incendie réalisée entre le 22/05/2023 et le 26/05/2023 par Vegase

Pour chaque bac, la distance entre la robe du réservoir et la seconde paroi est conforme.

L'exploitant a indiqué dans son étude de dangers que les couronnes sont fortement armées, pare-éclats et construites aux normes militaires. Leur épaisseur est de 40 cm.

Lors de la visite, il a été constaté que l'espace annulaire du bac D2 est équipé :

- d'une sonde pour la détection de liquide dans la couronne
- de 2 sondes pour la détection de liquide inflammable dans la couronne
- d'un câble thermo-fusible autour du bac pour la détection feu dans la couronne
- de 2 détecteurs triple IR pour la détection feu dans la couronne
- d'un détecteur gaz
- de 6 déversoirs situés au-dessus du toit du bac et de 6 déversoirs de cuvette (queue de carpe)

orientés pour refroidir la robe du bac

L'exploitant a expliqué le fonctionnement de la détection de liquide (eau) et de liquide inflammable dans l'espace annulaire. L'espace annulaire est relié en point bas à un séparateur d'hydrocarbure dans lequel 2 détecteurs d'hydrocarbures et une boule densimétrique sont présents. En cas de présence d'hydrocarbures, la boule densimétrique isole le séparateur et/ou les détecteurs déclenchent la fermeture de la vanne d'isolement du séparateur. L'isolement du séparateur conduit à la montée en charge du liquide dans l'espace annulaire et ensuite à la détection de liquide inflammable dans l'espace annulaire. L'efficacité de la détection de liquide inflammable dans l'espace annulaire repose donc, en particulier pour des fuites peu importantes (i.e dont le débit est intégralement absorbable par les orifices d'évacuation de l'espace annulaire), sur l'efficacité des dispositifs d'isolement du séparateur d'hydrocarbure. Cette configuration est de nature à augmenter la probabilité de défaillance de la chaîne de sécurité.

L'exploitant a indiqué qu'aucun test de l'efficacité des boules densimétriques n'est réalisé.

L'exploitant a indiqué que sur détection de liquide inflammable confirmée dans l'espace annulaire (déclenchement des 2 détecteurs), la défense contre l'incendie se déclenche automatiquement.

L'exploitant a indiqué que le déclenchement de la défense contre l'incendie se fait automatiquement sur activation de 2 des 3 détecteurs feu.

L'exploitant a transmis la fiche d'enregistrement des tests réalisés du 6 au 7 avril 2023 et le 5 octobre 2023. Pour les tests n°15 et 15 bis, il est mentionné « OK ». Il est noté que le bac D1 était en maintenance décennale en avril donc les tests n'ont pas été réalisés sur ce bac.

Pendant la visite, le test n°15 a été réalisé sur le bac D2. Sur détection de liquide inflammable par les deux détecteurs présents, l'arrêt d'urgence s'est déclenché, les vannes se sont fermées, le clapet du bac D2 s'est fermé, le clapet en pomperie s'est fermé, la vanne du déshuileur s'est fermée, l'alarme sonore et visuelle s'est déclenchée, le groupe moto-pompe de la défense contre l'incendie a démarré, les 2 pompes du réseau émulseur ont démarré, la vanne d'injection d'émulseur s'est ouverte, le déversement d'eau sur le bac s'est déclenché après 2 min environ. Ce test a été réalisé sans émulseur. Le résultat du test est concluant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour chaque bac, l'exploitant justifiera que la hauteur de la seconde paroi est suffisante pour contenir 100 % du volume du contenu dans le réservoir et le volume nécessaire à l'extinction d'un incendie.

L'exploitant justifiera le caractère RE 240 des couronnes des bacs.

L'exploitant doit veiller à nommer chaque équipement de sécurité de façon à les identifier facilement.

Il est recommandé d'isoler l'espace annulaire en permanence. En cas de présence d'eau dans l'espace annulaire, une ouverture manuelle ou automatique d'une vanne en sortie de l'espace annulaire permettrait de purger l'eau en l'envoyant vers le séparateur.

L'efficacité des boules densimétriques doit être démontrée. Il est rappelé que tous les dispositifs qui font partie d'une MMRI doivent obligatoirement être testés.

L'exploitant mettra à jour sa procédure 409 de test puisque :

- l'action réalisée pour déclencher un des deux détecteurs de liquide inflammable (dispositif optique) ne correspond pas à ce qui est indiqué dans la procédure 409. En revanche, l'exploitant a présenté la recommandation du constructeur et il a pu être constaté que l'action réalisée correspond à cette recommandation.

- le test n°15 bis du second détecteur d'hydrocarbures (membrane polymère réticulée a priori) ne

figure pas dans la procédure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Réservoir double paroi – défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 11-4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie / fuite
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les équipements destinés à combattre un incendie dans l'espace annulaire de tous les réservoirs à double paroi, sont notamment mis en place les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens de pompage en eau et en émulseurs disposent d'un équipement de secours ; - la génération de solution moussante dispose d'un équipement de secours ; - le réseau d'eau d'incendie et de pré-mélange est maillé ; - les moyens d'application de la mousse disposent d'un équipement de secours ; - les réserves d'émulseurs disposent d'un équipement de secours.
<p>Constats :</p> <p>Cette prescription reprend les articles 25-6 de l'AM du 3/10/2010</p> <p>Le document « Stratégie mise en place pour l'extinction en autonome des scénarios incendie sur les bacs du parc D de Donges (Révision 2018) » décrit les moyens répondant à cette prescription.</p> <p>Il a été constaté lors de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La présence de deux groupes moto-pompe (360 et 400 m³/h) dont un de secours pour la mise en pression du réseau d'eau - La présence d'une pompe de secours pour l'injection d'émulseur - La possibilité d'injecter manuellement de l'émulseur par ouverture de la vanne de la cuve émulseur - Le réseau d'eau incendie et de pré-mélange est maillé (constaté sur plan). <p>L'exploitant a expliqué dans le document qu'en cas de défaillance d'un déversoir dans l'espace annulaire, les autres déversoirs suffisent à garantir le taux d'application, et que les réserves d'émulseurs couvrent les besoins. Les déversoirs sont en réalité des tubes dont la défaillance semble très peu probable.</p> <p>Il n'a pas été possible de vérifier le volume d'émulseur présent dans le réservoir.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'équiper son réservoir d'émulseur d'un indicateur de niveau. L'exploitant indiquera le volume présent dans ce réservoir (sur le réservoir il est indiqué 14 m³ alors que le besoin indiqué dans le document de stratégie de défense contre l'incendie est de 15 m³).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Réservoir double paroi – défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 25-6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie / fuite
Prescription contrôlée : Le réseau de l'exploitant est conçu de telle sorte qu'il puisse être secouru et réalimenté par les moyens de lutte contre l'incendie des services de secours publics en cas de défaillance de l'ensemble du réseau principal et du (ou des) réseau(x) de secours. Le réseau principal est testé tous les ans par l'exploitant. Le dispositif d'alimentation du réseau de secours est compatible avec les moyens des secours publics.
Constats : Cette prescription n'est pas reprise dans l'AM du 21/06/2019. Il a été constaté la présence de plusieurs branchements permettant au SDIS de se raccorder. L'exploitant a expliqué que la réserve d'eau incendie sera prochainement remplacée et qu'à cette occasion des zones de stationnement des engins du SDIS seront aménagées pour faciliter leur intervention
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera que le dispositif d'alimentation du réseau de secours est compatible avec les moyens des secours publics en fournissant un compte-rendu d'exercice dont l'objectif est de tester ce dispositif, ou en fournissant l'avis du SDIS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois